

Les relations entre chrétiens et musulmans en Egypte au cours des années 1930 / Francine Costet-Tardieu. — Extrait de : Parole de l'Orient : revue semestrielle des études syriaques et arabes chrétiennes : recherches orientales : revue d'études et de recherches sur les églises de langue syriaque. — vol. 30 (2005), pp. 533-540.

Titre de couverture : Actes du 7e congrès international des études arabes chrétiennes, Sayyidat al-Bir, septembre 2004

I. Chrétiens — Egypte. II. Musulmans — Egypte. III. Islam — Relations — Christianisme — Egypte — 20e siècle. IV. Christianisme — Relations — Islam — Egypte — 20e siècle.

PER L1183 / FT189879P

LES RELATIONS ENTRE CHRÉTIENS ET MUSULMANS EN ÉGYPTE AU COURS DES ANNÉES 1930

PAR

Francine COSTET-TARDIEU

Introduction	534
A. L'Égypte des années 1930: entre désillusion et quête identitaire	534
B. Pour une affirmation de la suprématie de l'islam	535
1. <i>L'affaire des missionnaires protestants</i>	536
2. <i>La campagne anti-copte de 1938</i>	537
C. Le combat des chrétiens pour la défense de la liberté religieuse	538
D. L'attitude des Britanniques	539
Conclusion	540

INTRODUCTION

Il ne saurait être question de traiter ici en détail un aussi vaste sujet. L'objectif de cette communication est simplement de présenter les raisons et les conséquences de la dégradation des relations entre chrétiens et musulmans qui se manifeste dès le début des années 1930. Le choix d'une période assez longue – une décennie – qui contraint à survoler les événements, permet du même coup de mettre en évidence l'origine des évolutions sociales et des courants de pensée. Tel est bien le cas en Égypte, où les bouleversements politiques consécutifs à la révolution de 1919 auront, au cours des années 1930, des répercussions importantes et aisément repérables.

A. L'ÉGYPTE DES ANNÉES 1930: ENTRE DÉSILLUSION ET QUÊTE IDENTITAIRE

À cette époque, les conséquences de la crise économique mondiale se font durement ressentir en Égypte. Aux difficultés financières s'ajoute un profond désarroi lié aux troubles incessants qu'engendrent les rivalités politiques et le mauvais fonctionnement du régime parlementaire. Bien des Égyptiens perdent alors l'espoir de voir le pays s'engager dans une ère de liberté et de renouveau national, cet espoir qu'avaient fait naître l'accession de leur pays à l'indépendance en 1922 et la relative prospérité des années qui suivirent.

En même temps, le nationalisme égyptien connaît une profonde évolution. Le nationalisme des années 1920, exclusivement centré sur l'Égypte, était le produit d'une petite élite imprégnée de culture occidentale et favorable à la laïcisation de l'État. Celui des années 1930 porte la marque d'une classe sociale en constante augmentation: celle des citoyens ayant bénéficié d'une éducation moderne, mais moins enclins que leurs aînés à adopter les valeurs de l'Occident et plus sensibles qu'eux aux idées de solidarité arabe et d'unité islamique. C'est principalement grâce à cette nouvelle classe sociale que va prendre corps l'idée que modernisation ne signifie pas occidentalisation, et que pour résoudre ses problèmes, l'Égypte doit inventer sa propre voie et retrouver son identité. Au cours des années 1930, l'islam occupera donc une place de plus en plus importante dans le discours intellectuel et dans la vie publique, et il apparaîtra souvent comme la véritable réponse aux problèmes du monde moderne¹.

1) Pour une analyse détaillée de la situation de l'Égypte pendant cette période, on pourra se reporter à Israël GERSHONI et James P. JANKOWSKI, *Redefining the Egyptian Nation, 1930-1945*, coll. "Cambridge Middle East Studies", 2 (Cambridge University Press, Cambridge, 1995), pp. 1-78.

De plus, la méfiance et parfois même l'hostilité à l'égard de l'Occident vont se trouver renforcées, d'une part, par les comportements inconsidérés de certains missionnaires chrétiens, et d'autre part, par les écrits de quelques orientalistes accusés de faire l'apologie du christianisme et de vouloir démontrer, sous couvert d'études érudites, la supériorité de la civilisation occidentale. Le besoin de défendre l'islam, que ressentiront alors bien des musulmans, sera à l'origine d'une abondante littérature sur l'islam et son Prophète et provoquera la création de nombreuses associations religieuses, souvent à caractère politique, dont les plus connues sont sans doute les Frères Musulmans et le mouvement Jeune-Égypte².

Ainsi, c'est essentiellement en opposition à l'Occident que se développe en Égypte un puissant courant religieux. Il se renforcera encore dans la seconde moitié des années 1930, lorsque s'instaurera une alliance entre le Palais et al-Azhar, la grande Université musulmane, à la faveur de l'accession au trône de Fārūq, ce jeune roi pour lequel certains rêveront de restaurer la fonction de calife.

Les communautés chrétiennes auront naturellement à souffrir de cette situation, d'autant plus que ces communautés, qu'elles soient autochtones ou d'origine étrangère, seront très souvent soupçonnées de servir les intérêts des occidentaux, parfois du seul fait qu'elles adhèrent comme eux à la foi chrétienne. L'accroissement des tensions entre chrétiens et musulmans sera également une source de difficultés pour le gouvernement égyptien puisque la Constitution de 1923, qui proclame que l'islam est la religion de l'État (art. 149), lui fait aussi obligation de protéger "le libre exercice de toute religion ou croyance" (art. 13).

B. POUR UNE AFFIRMATION DE LA SUPRÉMATIE DE L'ISLAM

La place qu'occupe désormais la religion musulmane dans la vie publique va donner un caractère beaucoup plus conflictuel aux relations entre chrétiens et musulmans, ces derniers réagissant violemment à tout ce qu'ils considèrent comme une tentative des chrétiens pour combattre l'islam et exercer une influence décisive sur la vie politique et sociale du pays. Deux grandes crises marqueront la période qui nous intéresse.

2) Voir Marcel COLOMBE, *L'évolution de l'Égypte, 1924-1950*, coll. "Islam d'hier et d'aujourd'hui" (Maisonneuve, Paris, 1951), pp. 142-144.

1. L'affaire des missionnaires protestants

La première de ces crises, qui couvre les années 1932 et 1933, concerne avant tout les missionnaires protestants, accusés d'avoir recours à la violence et à l'hypnose pour convertir de jeunes musulmans qui fréquentent leurs institutions. Il est bien difficile de distinguer le vrai du faux dans ces accusations et de savoir dans quelle mesure elles ont été dictées par la xénophobie, mais il est indéniable que certains missionnaires faisaient preuve d'un zèle intempestif et utilisaient des méthodes discutables pour obtenir des conversions. Des incidents avaient déjà éclaté au cours des années précédentes et les Britanniques eux-mêmes étaient conscients des problèmes posés par le prosélytisme acharné de ces missionnaires. Il n'était pas rare, semble-t-il, que dans leurs hôpitaux, les patients musulmans soient fermement incités à assister aux offices religieux. C'était également le cas à l'Université américaine où dans les années 1920, les étudiants devaient en outre suivre des cours sur la Bible. D'autres comportements relevaient plutôt de la provocation, comme le fait d'organiser des réunions de prière à la porte des mosquées ou de distribuer des tracts aux étudiants d'al-Azhar. La situation devient beaucoup plus grave en 1932. La presse se déchaîne contre les missionnaires et les faits qu'elle rapporte, quoique largement déformés et amplifiés, soulève l'indignation de la population musulmane. Le résultat de ces attaques répétées et systématiques ne se fait pas attendre : les agressions contre les chrétiens et les institutions religieuses se multiplient. Même les Coptes en sont souvent victimes alors que la presse, loin de s'en prendre à eux, avait unanimement déclaré qu'il fallait veiller à préserver l'unité nationale afin de ne pas faire le jeu des impérialistes. Cependant, il est vrai qu'une foule en colère n'est guère disposée à faire de subtiles distinctions entre les différentes confessions chrétiennes, que leurs représentants soient des Égyptiens ou des occidentaux. Cette campagne contre les missionnaires commença à s'essouffler à l'automne 1933. Les interventions des Britanniques et les mesures prises par le gouvernement égyptien avaient déjà contribué à calmer les esprits. La démission du gouvernement *Şidqī*, à la fin du mois de septembre, coupa les ailes à l'opposition qui n'avait cessé d'attiser le conflit pour mettre en difficulté le Premier ministre et provoquer sa destitution en apportant la preuve qu'il était incapable de défendre l'islam. Pour les partis d'opposition les plus actifs dans cette campagne, il s'agissait en effet de montrer leur attachement à la foi musulmane et d'obtenir ainsi un plus large soutien populaire. Le parti *Wafd*, bien qu'adversaire acharné du gouvernement *Şidqī*, se signala par sa modération, non seulement parce qu'il

comptait parmi ses membres de nombreux chrétiens, mais peut-être surtout parce qu'il espérait que son attitude lui permettrait d'accéder au pouvoir et d'apparaître aux yeux des Britanniques comme un partenaire acceptable pour négocier un traité. Cette crise fut aussi l'occasion pour quelques ulémas d'al-Azhar et pour son ancien recteur, le cheikh al-Marāḡī, de régler des comptes avec le recteur de l'époque, le cheikh az-Zawāhirī, proche du gouvernement Ṣidqī et grand rival d'al-Marāḡī³.

2. La campagne anti-copte de 1938

La seconde crise est liée à la campagne électorale de 1938 et touche exclusivement les Coptes⁴. Cette fois-ci, l'accusation porte sur le fait que les chrétiens égyptiens veulent contrôler le Wafd, et qui plus est, la politique égyptienne. En conséquence, on leur reproche aussi d'occuper beaucoup trop de postes dans l'administration et de chercher à en obtenir encore davantage pour augmenter leur pouvoir⁵. Ces accusations avaient été formulées bien des fois par le passé, mais elles retrouvent une vigueur nouvelle en cette fin des années 1930 où le Palais et al-Azhar ont maintenant pour but d'instaurer une vie politique et sociale basée sur les principes de l'islam. Il est vrai que les Coptes ont toujours été plus nombreux et plus influents dans le Wafd que dans n'importe quel parti, notamment parce qu'ils se sont associés massivement dès 1919 à sa lutte pour l'indépendance. Lorsqu'en 1936, Muṣṭafā an-Naḥḥās, le chef du Wafd depuis la mort de Saʿd Zaḡlūl, forme un nouveau gouvernement dans lequel deux Coptes se voient attribuer des ministères importants, le ministère des Finances à Makram ʿUbayd et celui des Affaires étrangères à Wāṣif Buṭrus Ġālī, l'idée que le parti est dominé par les Coptes se renforce dans l'opinion publique. Les attaques dont ils sont l'objet, orchestrées par les adversaires du Wafd, sont évidemment destinées à le discréditer et à l'empêcher de revenir au pouvoir après en avoir été écarté en décembre 1937 grâce à l'action conjuguée du Palais, des partis qui le soutiennent, d'al-Azhar et de son recteur. Les associations politico-religieuses ainsi que les étudiants d'al-Azhar prendront une part active à la campagne électo-

3) Les archives anglaises regorgent de rapports concernant cette campagne contre les missionnaires. Voir notamment les dossiers Foreign Office 141 / 702 (1932), Foreign Office 141 / 760 et 752 (1933). On consultera aussi Barbara L. CARTER, "On Spreading the Gospel to Egyptians Sitting in Darkness: the Political Problem of Missionaries in Egypt in the 1930s", in *Middle East Studies* 20/4 (1984), pp. 18-36.

4) Sur cette affaire, on trouve également de nombreux renseignements dans les archives anglaises. Dans la série Foreign Office 371, voir par exemple les dossiers 21945 et 21946.

5) Foreign Office 371 / 20914, J 3241 / 396 / 16 et 407 / 221, J 3811 / 20 / 16.

rale, proclamant haut et fort qu'un vote pour le Wafd est un vote contre l'islam puisque les Coptes veulent dominer la politique égyptienne et sont en outre responsables du mépris de l'islam que manifeste le parti⁶. Aux élections de 1938, le Wafd connaîtra une sévère défaite, mais cette malheureuse campagne, essentiellement basée sur des arguments religieux, aura aussi pour conséquence le retrait des élites coptes de la scène politique.

C. LE COMBAT DES CHRÉTIENS POUR LA DÉFENSE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Tout au long de la décennie, les communautés chrétiennes ne cesseront de lutter pour faire valoir leurs droits et pour que soient prises en considération leurs principales revendications. Certes, les chrétiens autochtones, comme les missionnaires étrangers, ne partageront pas toujours les mêmes points de vue ni la même conception de la place qu'ils voudraient se voir accorder dans la société égyptienne, mais on peut dire que pour toutes ces communautés, l'une des principales préoccupations sera le respect de la liberté religieuse.

Le problème le plus délicat dans ce domaine est celui du statut des convertis. Alors que la conversion d'un chrétien à l'islam est officiellement reconnue, le musulman qui devient chrétien perd ses droits civils, y compris son droit à l'héritage, et sa conversion ne fait l'objet d'aucune reconnaissance légale. Si le droit civil interdit de mettre à mort un musulman converti au christianisme comme le prévoyait la *šarī'a*, une femme non mariée doit être immédiatement replacée sous l'autorité de son tuteur légal qui aura toute liberté d'exercer sur elle les pressions nécessaires pour l'amener à épouser un musulman⁷. Jamais les communautés chrétiennes n'obtiendront du gouvernement égyptien une amélioration du statut des convertis. Non seulement les responsables politiques ne voient pas la nécessité de modifier la législation, vu le petit nombre de musulmans qui choisissent de devenir chrétiens, mais ils sont bien conscients que le retour de l'islam au centre de la vie publique interdit un changement de cet ordre. Qui plus est, à la suite de l'affaire des missionnaires protestants, ils tenteront de faire adopter un projet de loi réglementant si sévèrement les activités des communautés chrétiennes étrangères que la présence de ces dernières en Égypte aurait perdu toute signification⁸.

À ces difficultés s'ajoute pour les Coptes la question de l'éducation re-

6) Foreign Office 371 / 21946, J 1211 / 6 / 16.

7) Foreign Office 141 / 702, n° 225, 1932, rapport britannique sur le problème des conversions de l'islam au christianisme.

8) Foreign Office 407 / 217, J 2067 / 7 / 16.

ligieuse de leurs enfants, car dans les écoles de l'État, qui seules peuvent délivrer des diplômes donnant accès à la fonction publique, l'enseignement de la religion musulmane occupe encore une place importante. Les Coptes auront donc constamment à lutter pour que leurs enfants soient dispensés de suivre les cours sur le Coran et l'islam, et pour qu'ils puissent bénéficier d'une formation chrétienne. À cette époque, la religion devient en effet une arme politique et parmi les accusations qui provoqueront la chute du Wafd en 1938, figurera celle d'avoir élaboré un programme d'instruction chrétienne pour les écoles primaires et secondaires. Ajoutons que les Coptes auront de plus en plus de difficultés pour obtenir les autorisations nécessaires pour bâtir des églises. Ils se plaindront en outre d'être victimes de discriminations à tous les niveaux de la vie politique et sociale⁹.

D. L'ATTITUDE DES AUTORITÉS BRITANNIQUES

Face à ces difficultés, les communautés chrétiennes tenteront bien des fois de persuader les Britanniques d'intervenir en leur faveur. Ces derniers s'y refuseront toujours, convaincus qu'ils sont qu'aucun gouvernement n'aura le courage de donner des armes à ses adversaires et de mécontenter l'opinion publique en prenant des mesures favorables aux chrétiens. Les autorités de Londres se contenteront de conseiller à leurs fonctionnaires d'expliquer au gouvernement égyptien qu'il est dans son intérêt d'adopter une politique religieuse plus conforme à ce que l'on attend d'une nation moderne. Il rendrait ainsi plus crédibles ses déclarations selon lesquelles des protections telles que les capitulations et les tribunaux mixtes sont désormais inutiles¹⁰. Lorsque les chrétiens reviendront à la charge dans la seconde moitié des années 1930 en demandant qu'une mention concernant la protection des minorités figure dans le traité avec l'Angleterre et dans les documents relatifs à l'entrée de l'Égypte à la Société des Nations, les Britanniques refuseront de contracter des engagements qui pourraient les obliger à intervenir. Ils suggéreront simplement au gouvernement égyptien de déclarer, lors de sa demande d'admission à la Société des Nations, que les droits des minorités seront toujours respectés¹¹.

9) Pour plus de détails sur le problème de l'éducation religieuse et des discriminations dont les Coptes ont pu être l'objet, voir Barbara L. CARTER, *The Copts in Egyptian Politics* (Croom Helm, London/Sydney/Dover, New Hampshire, 1986), pp. 219-230.

10) Foreign Office 407 / 217, J 2067 / 7 / 16, septembre 1934.

11) Foreign Office 141 / 662, 20 / 2 / 37, 12 janvier 1937. En mai 1937, moins d'un an après la signature du traité anglo-égyptien, la convention de Montreux abolit les capitulations, qui réglaient les droits des étrangers, et stipula que les compétences des tribunaux mixtes se-

CONCLUSION

Dès le début des années 1930, les associations politico-religieuses telles que les Frères Musulmans, le mouvement Jeune-Égypte et la Société des Jeunes Musulmans, de même que les intellectuels égyptiens, écrivains et journalistes luttèrent chacun à leur façon pour défendre l'islam et instaurer une vie politique et sociale basée sur ses enseignements. Les uns et les autres dirigèrent leurs attaques à la fois contre les ennemis de l'intérieur – les dirigeants politiques dont la foi religieuse, jugée trop formaliste, était incapable d'insuffler le renouveau dont l'Égypte avait besoin – et les ennemis de l'extérieur – les missionnaires et les orientalistes dont l'objectif plus ou moins avoué était d'obtenir des conversions et de jeter le discrédit sur l'islam et son prophète. Il est pourtant des cas où l'islam ne fut pas seulement le but de leur combat, mais aussi un moyen pour atteindre leurs objectifs politiques: renverser le régime en place, comme dans l'affaire des missionnaires protestants, ou écarter du pouvoir un parti politique, comme dans la campagne anti-copte de 1938.

Dans ces conditions, et à mesure que l'islam s'imposait comme un élément essentiel du nationalisme égyptien, le fossé ne pouvait que s'élargir entre chrétiens et musulmans. Il s'élargira encore au cours de la décennie suivante et jusqu'à ce que le régime de Nasser, en contrôlant étroitement les activités politiques du pays, mette provisoirement un terme aux conflits intercommunautaires.

5, rue Rambaud
89300 - Joigny - **France**
Tél.: 03.86.91.79.10
Fax: 03.86.91.46.39
E-mail: costet.tardieu@wanadoo.fr

Francine COSTET-TARDIEU